

Le compromis comporte une série de clauses économiques et militaires que les Algériens ont acceptées parce qu'ils avaient obtenu l'essentiel : l'indépendance. Mais nous, travailleurs de France, n'avons aucun intérêt à ces clauses

qui servent seulement les capitalistes français. C'est pourquoi nous devons lutter pour l'évacuation complète de l'Algérie, pour la suppression de tout ce qui peut subsister de privilèges aux pieds-noirs.

## LA REVOLUTION ALGERIENNE EN MARCHÉ VERS LE SOCIALISME

La Révolution algérienne va se trouver aux prises avec des problèmes extrêmement ardues pour développer économiquement un pays que l'impérialisme a maintenu dans la pauvreté et qui est couvert des misères et des ruines de plus de sept années de guerre. L'aide au peuple algérien ne doit pas être une source de profits pour les capitalistes français, c'est une aide sans intérêt qu'il faut donner à l'Algérie nouvelle. Il faut lutter d'autant plus résolument dans ce sens que cette Algérie, sous l'impulsion de ses ouvriers et de ses paysans, de ses militants, ne pourra pas bâtir un Etat capitaliste, mais s'engagera tout comme le peuple cubain, vers la construction d'une société socialiste.

Comme l'a dit Rahmoun Dekkar, un des secrétaires de l'Union Générale des Travailleurs Algériens :

« Si le paysan et l'ouvrier ont pris le fusil, ce n'est pas pour conquérir un drapeau et un hymne national... C'est pour la réforme agraire... Notre lutte est une lutte de classes... Leur participation à la lutte armée d'aujourd'hui garantit aux travailleurs leur droit à la direction du pays de demain. »

Ce n'est pas une vague « démocratie » bourgeoise que la Révolution algérienne est en train d'enfanter, c'est un

pays qui appartiendra à ceux qui y travaillent et qui servira de symbole et de guide aux peuples arabes du Maghreb et du Moyen-Orient, et à tous les peuples africains. C'est une révolution qui a aussi porté des coups puissants à nos exploités et qui a ainsi aidé à la lutte pour une société socialiste en France, un objectif que les grandes organisations ne songent guère à atteindre.

**Réforme agraire, nationalisation ou contrôle des industries-clés, assemblées démocratiques des paysans et des ouvriers, armement des masses algériennes, autant de mesures qui assureront une marche en avant de la Révolution algérienne vers le socialisme.**

Assurons les travailleurs algériens qui ont toujours pris part à la lutte de classe aux côtés des travailleurs français de la solidarité totale envers l'œuvre qu'ils vont entreprendre à leur retour en Algérie. Mais l'aide à la Révolution algérienne suppose qu'en France même le prolétariat, loin de reculer, mène une lutte victorieuse contre ses exploités.

## Victoire de l'O.A.S. ou Socialisme ?

La société française, ébranlée par plus de sept années de guerre, ne retrouvera pas la paix après la signature des accords. L'O.A.S. par ses manifestations prépare la place d'un mouvement fasciste de masse, gonflé de pieds-noirs quittant l'Algérie, d'officiers et de sous-officiers cherchant la revanche de leur défaite sur le dos des travailleurs français, de petits bourgeois évincés de leur routine par la concentration capitaliste.

Dès maintenant, le régime gaulliste exploite ces manifestations en premier lieu pour renforcer l'appareil de répression et porter atteinte aux libertés les plus élémentaires.

Contre l'O.A.S., contre le régime gaulliste, front unique des organisations ouvrières

- pour la dissolution des bandes fascistes
- pour la dissolution des forces de répression (police, etc.) et l'expulsion des officiers fascistes
- pour les droits politiques aux soldats.

Les organisations ouvrières doivent organiser la défense

des libertés et des militants menacés par des groupes d'auto-défense.

Les travailleurs de France ont montré qu'ils réagiront puissamment en face d'un putsch fasciste. Mais un danger au moins aussi grand est celui d'une marche graduelle vers un régime de dictature, appuyé sur une armée et une police truffées des fascistes.

Pour vaincre le danger fasciste, il faut lutter contre le régime bonapartiste actuel qui ne cédera pas la place devant des bulletins de vote. Ce n'est pas non plus un régime de démocratie bourgeoise qui pourra venir à bout de la réaction : en 1945, le capitalisme n'a accepté le retour à la démocratie que pour gagner du temps et préparer un retour offensif vers « l'Etat fort ».

La lutte contre l'O.A.S. et contre le régime gaulliste doit être menée dans la perspective d'un combat qui aboutira à la seule solution qui permettra de se débarrasser de tout danger réactionnaire : l'instauration d'un pouvoir ouvrier et paysan, d'un gouvernement des organisations ouvrières, attaquant les fondements du capitalisme et abordant en France même la construction d'une société socialiste.